

LES DOCKS DES PETROLES D'AMBES

| | |
|---------------------------------|--|
| Société Anonyme au Capital de : | € 748 170 |
| Siège social : | Avenue des Guerlandes Bassens 33565 Carbon-Blanc Cedex |
| RCS Bordeaux | B 585 420 078 |

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2018

RAPPORT D'ACTIVITE

ACTIVITES DES DEPOTS

Les expéditions de produits, depuis le dépôt de Bassens, au cours du premier semestre 2018, diminuent de 2,79 % pour atteindre 1 346 166 m³ contre 1 384 835 m³ au premier semestre 2017.

ANALYSE DU BILAN :

Au cours du premier semestre, la société a mis en service 535 098 € d'investissements. Les principaux postes sont :

- Travaux d'amélioration des installations des réservoirs pour 385 808 €
- Travaux pour instrumentation et métrologie pour 14 553 €
- Réfection postes de chargement pour 45 384 €

Le poste « immobilisation en cours » s'élève à 988 776 € au 30 juin et se décompose de la façon suivante :

- Travaux poste de chargement pour 358 709 €
- Travaux d'amélioration des installations des réservoirs pour 321 291 €
- Travaux d'électricité et automatismes pour 46 582 €

Les autres créances sont en baisse avec une tva à récupérer moins importante que celle de l'année 2017.

Les disponibilités et les placements sont en baisse.

ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Produits d'exploitation :

Le chiffre d'affaires

Au premier semestre 2018, il s'élève à 8 070 635 €. Il est en hausse de 0.26 % par rapport au 1er semestre 2017.

Les variations principales portent sur :

- La hausse des recettes d'incorporation et de manipulation d'additivation
- La hausse des recettes de mises à disposition de capacités
- La hausse des recettes liées au mandat d'opération avec la société SPBA, du fait de la l'augmentation des charges d'exploitation et des travaux réalisés, bases de notre rémunération.
- La baisse des recettes de l'activité de chargement et déchargement

Reprises de provisions et amortissements :

Elles se décomposent de la façon suivante :

- Reprises de provisions pour révisions décennales des réservoirs faites en 2018 pour 581 000 €,
- Reprises de provisions pour renouvellement sur immobilisations renouvelées pour 24 854€.

Charges d'exploitation :

Elles progressent globalement sur la période de 4.25 %.

Cette augmentation est due notamment au poste "autres achats et charges externes" en hausse de 12.40 %.

La variation principale provient des charges d'entretien qui s'élèvent à 648 886 € contre 455 456 € en 2017 du fait du nombre de bacs à l'arrêt et de leur état.

Résultat d'exploitation :

Il s'élève à 2 473 092 € contre 2 342 813 € au 30 juin 2017.

Résultat exceptionnel :

Au 30 juin, le résultat exceptionnel est positif à hauteur de 275 177 €, du fait des reprises de provisions de renouvellement devenues sans objet.

Résultat net :

Le résultat net s'élève à 1 850 515 € contre 1 902 497 € au 30 juin 2017. Il est en phase avec nos prévisions budgétaires et au regard des perspectives d'activités et des charges de gros entretiens à réaliser sur le second semestre, nous envisageons, pour l'exercice 2018, un résultat proche de celui du 31 décembre 2017.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POUR LES EXERCICES A VENIR

Évolution au 30 juin 2018 du sinistre d'Ambès de janvier 2007

La procédure judiciaire est toujours en cours et comporte deux volets, un civil et un pénal.

Concernant le volet civil de l'affaire, le 23 décembre 2008, les assureurs de la société VERMILION ont assigné les sociétés ESSO SAF, SPBA et DPA à comparaître devant le Tribunal de Commerce de Nanterre. Les assureurs de la société VERMILION ont mis en demeure les sociétés ESSO SAF, DPA et SPBA de s'acquitter in solidum des préjudices.

Par ailleurs, l'expert nommé par le tribunal a rendu son rapport le 16 Janvier 2012.

Il a donné un avis sur la responsabilité des différentes parties et a fait une synthèse des préjudices retenus pour un coût global de l'ordre de 40 M€.

Le jugement a été rendu le 15 janvier 2015 par le Tribunal de Commerce de Nanterre.

Il a été fait droit à l'essentiel de notre argumentation et l'ensemble des parties ont été déboutées de leurs demandes à l'encontre de DPA, le Tribunal retenant l'application de la clause de renonciation à recours d'une part, et l'absence de faute d'autre part.

ESSO SAF et son assureur AIG à hauteur de ses garanties, sont condamnés à supporter l'intégralité des condamnations, tant sur le terrain du vice caché que sur celui de la faute délictuelle, avec un quantum qui vient homologuer le rapport d'expertise.

ESSO SAF a fait appel le 30 janvier 2015.

Le dossier a été plaidé en collégiale le 15 septembre 2016.

Le 13 décembre 2016, la Cour d'Appel de Versailles a confirmé le jugement rendu par le Tribunal de Commerce et condamne ESSO au paiement des dommages-intérêts.

Suite au jugement rendu par la Cour d'Appel de Versailles, le 15 février 2017, ESSO a déposé une demande de Pourvoi en Cassation.

Concernant le volet pénal de l'affaire :

La société DPA, représentée par l'ancien Président Directeur Général M. Patrick MOATTI ainsi que le Directeur Général en responsabilité lors de l'accident M. Gilles COUDRETTE, ont été convoqués, par le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux, en première comparution dans le cadre d'un réquisitoire introductif de 2007 pour une pollution de la Garonne par fuite d'hydrocarbures.

Le juge a décidé le renvoi de DPA (personne morale) et de M. Gilles COUDRETTE (Directeur Général en 2007) devant le tribunal correctionnel.

Le procès a eu lieu le 13 Octobre 2014 et le jugement a été rendu le 1er décembre 2014.

DPA (personne morale) et M. Gilles COUDRETTE (Directeur Général en 2007) ont été relaxés. Le procureur Général n'a pas fait appel ainsi la décision est donc définitive au plan pénal.

Les parties civiles ont fait appel au civil.

Le 14 octobre 2016, la cour a statué et a déclaré irrecevables les demandes en dommages-intérêts et remboursement.

Toutefois, la SEPANSO, l'ASPAS, la LPO ainsi que la Mairie de Macau se sont pourvues en cassation et demandent des dommages-intérêts de l'ordre de 4 M€.

Le 16 janvier 2018, la Cour de Cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'Appel.

Activités dépôt de Bayon

Au 30 juin 2018, seuls les bacs de stockage de gazole sont en activité. La totalité des autres bacs et des logistiques afférentes, sont vides et nettoyés.

Au cours de l'exercice, aucun autre mouvement n'a été constaté.

Provisions pour renouvellement

Suite au travail réalisé sur le dépôt de Bayon, la société a entamé une réflexion sur les durées de vie des biens actifs restants au 31/12/2013, afin de revoir sa politique d'amortissement et de renouvellement avec l'impact induit sur les provisions.

Au 30 juin 2018, la société a décidé de reprendre les provisions devenues sans objet sur certaines catégories de biens.

L'impact financier sur le premier semestre 2018 est un produit exceptionnel de 355 906 €.

Faits marquants

La société a été notifiée du déclenchement d'un contrôle fiscal portant sur les années 2015 et 2016. Ce contrôle a débuté au mois de février 2018 pour s'achever au mois de juin 2018. A la suite de ce contrôle fiscal, la société a reçu un courrier de fin de contrôle sans rectification en matière d'impôt sur les sociétés ni en matière de TVA.

Parallèlement, la société a reçu une notification de l'Administration, faisant état, selon elle, d'inexactitudes en matière de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE). A la suite de ce courrier, la société a contesté la position de l'Administration fiscale. En cas de confirmation par l'Administration de sa position, les incidences de ce contrôle sur la CFE ne seraient pas significatives.

Evènement subséquent (intervenu après la date de clôture des comptes semestriels)

La société a été informée par le Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) de la réception par ce dernier, d'un avis de redressement portant sur la Taxe Foncière (TF). Ce redressement porte sur les mêmes motifs que l'avis de redressement reçu et contesté par la société en matière de CFE.

La TF a été refacturée en 2016 et 2017 à la société par le GPMB.

Dans l'hypothèse où le redressement était confirmé par l'Administration, accepté par le GPMB et par la société, le risque estimé serait de l'ordre de 0,8 Million d'euros par an à compter de l'exercice 2017.

Attestation de la personne assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

(Article 222-4 – 3° du Règlement Général AMF)

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité, figurant en page deux à cinq, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Fait à Bassens
Le 26 septembre 2018

Patrick BRZOKEWICZ
Président Directeur Général

Rapport du commissaire aux comptes sur **l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société Les Docks des Pétroles d'Ambès, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Bordeaux, le 26 septembre 2018

Le Commissaire aux Comptes
ERSNT & YOUNG Audit

Jean-Pierre Caton

COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2018

| A C T I F | 30-juin-18 | | | 31-déc-17 |
|---|-------------------|---|------------|------------------|
| | Brut | Amortissements et provisions | NET | NET |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| DOMAINE PRIVE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 285 561 | 282 431 | 3 129 | 6 825 |
| Immobilisations corporelles | 803 331 | 702 590 | 100 741 | 113 915 |
| DOMAINE CONCEDE APPORT CONCEDANT | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | 48 101 | 48 101 | | |
| Installations techniques, matériels et outillages | 474 139 | 474 139 | | |
| Autres immobilisations corporelles | 107 410 | 107 410 | | |
| DOMAINE CONCEDE APPORT CONCESSIONNAIRE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 733 842 | 590 875 | 142 967 | 169 308 |
| Constructions sur sol d'autrui | 4 724 771 | 153 801 | 4 570 970 | 4 584 838 |
| Installations techniques, matériels et outillages | 56 353 018 | 20 924 941 | 35 428 077 | 35 379 566 |
| Autres immobilisations corporelles | 5 236 833 | 386 892 | 4 849 941 | 4 890 049 |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | 988 776 | | 988 776 | 662 404 |
| S / Total | 69 755 782 | 23 671 180 | 46 084 601 | 45 806 906 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations | | | | |
| Prêts | 163 330 | | 163 330 | 147 597 |
| Dépôts et cautionnements | 3 912 | | 3 912 | 3 912 |
| S / Total | 167 242 | | 167 242 | 151 509 |
| TOTAL I | 69 923 024 | 23 671 180 | 46 251 844 | 45 958 415 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks de matières | 367 671 | 239 705 | 127 966 | 168 771 |
| Créances clients | 1 601 877 | | 1 601 877 | 1 838 767 |
| Autres créances | 767 878 | | 767 878 | 966 321 |
| Disponibilités | 1 252 621 | | 1 252 621 | 898 082 |
| Placements trésorerie | 12 500 000 | | 12 500 000 | 13 850 000 |
| S / Total | 16 490 047 | 239 705 | 16 250 342 | 17 721 940 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | 349 190 | | 349 190 | 375 624 |
| Charges à étaler | | | | |
| TOTAL II | 16 839 237 | 239 705 | 16 599 532 | 18 097 563 |
| TOTAL GENERAL | 86 762 261 | 23 910 885 | 62 851 376 | 64 055 979 |

| PASSIF | (avant répartition) | 30-juin-18 | 31-déc-17 |
|---|------------------------------|-------------------|-------------------|
| CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES | | | |
| Capital social (entièrement amorti) | | 748 170 | 748 170 |
| Primes d'émission et de fusion | | 15 053 | 15 053 |
| Ecarts de réévaluation | | 17 082 | 17 082 |
| Ecarts de réévaluation (1976) | | 2 539 861 | 2 541 653 |
| Réserve légale | | 74 817 | 74 817 |
| Réserves réglementées | | | |
| Réserves extraordinaires | | 223 451 | 223 451 |
| Réserves ordinaires | | 13 857 981 | 13 096 729 |
| Report à nouveau | | | |
| Résultat de l'exercice | | 1 850 516 | 3 695 252 |
| Subvention d'équipement | | | |
| Provision spéciale de réévaluation | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | |
| | TOTAL I | 19 326 930 | 20 412 207 |
| DROITS DU CONCEDANT | | | |
| Amortissements de caducité | | 33 315 399 | 32 344 599 |
| Amortissements de caducité transférés en capital | | -748 170 | -748 170 |
| Apport du Concédant à titre gratuit | | | |
| | TOTAL II | 32 567 229 | 31 596 429 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | |
| Provisions pour grosses réparations | | 4 941 577 | 5 127 660 |
| Fonds de renouvellement des installations concédées | | 3 603 724 | 3 980 354 |
| Autres provisions pour risques et charges | | 402 654 | 384 643 |
| | TOTAL III | 8 947 954 | 9 492 657 |
| AUTRES DETTES | | | |
| Emprunts divers | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 1 328 597 | 1 593 137 |
| Dettes fiscales et sociales | | 653 428 | 936 610 |
| Dettes diverses | | 27 237 | 24 939 |
| | S / Total | 2 009 263 | 2 554 686 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | |
| Produits constatés d'avance | | | |
| | TOTAL IV | 2 009 263 | 2 554 686 |
| TOTAL GENERAL | | 62 851 376 | 64 055 979 |

| COMPTE DE RESULTAT | 2018 30 juin | 2017 30 juin | 2017 31 décembre |
|---|------------------------|------------------------|----------------------------|
| PRESTATIONS DE SERVICES | 8 070 635 | 8 049 207 | 15 968 125 |
| AUTRES PRODUITS | | 0 | 4 089 |
| REPRISE DE PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS | 605 854 | 243 942 | 658 557 |
| TRANSFERTS DE CHARGES | | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | 8 676 489 | 8 293 149 | 16 630 771 |
| ACHATS DE MATIERES STOCKEES | 255 989 | 235 679 | 495 062 |
| AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES | 1 821 690 | 1 620 619 | 3 238 853 |
| IMPOTS ET TAXES | 305 462 | 240 856 | 622 323 |
| SALAIRES ET TRAITEMENTS | 924 298 | 938 606 | 1 947 658 |
| INTERESSEMENT | 95 432 | 107 275 | 234 215 |
| CHARGES SOCIALES | 523 281 | 530 039 | 1 058 717 |
| DOTATION AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS | 418 140 | 454 976 | 892 909 |
| DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DE CADUCITE | 1 044 350 | 998 634 | 2 033 522 |
| DOTATION AUX PROVISIONS POUR RENOUVELLEMENT | 4 130 | 5 135 | 9 956 |
| DOTATION AUX PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS | 394 917 | 398 327 | 796 700 |
| DOTATION AUX PROVISIONS POUR CHARGES | 30 882 | 42 298 | 58 640 |
| AUTRES CHARGES | 0 | 1 | 1 |
| REDEVANCES DE CONCESSION ET REDEVANCES PORTUAIRES | 384 827 | 377 890 | 755 613 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | 6 203 396 | 5 950 336 | 12 144 167 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 2 473 092 | 2 342 813 | 4 486 604 |
| PRODUITS DE PARTICIPATION | | | |
| AUTRES INTERETS | 18 789 | 18 087 | 31 577 |
| PRODUITS FINANCIERS | 18 789 | 18 087 | 31 577 |
| INTERETS SUR EMPRUNTS | | 505 | 694 |
| INTERETS DIVERS | | | |
| CHARGES FINANCIERES | | 505 | 694 |
| RESULTAT FINANCIER | 18 789 | 17 582 | 30 882 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | 2 491 881 | 2 360 395 | 4 517 487 |
| SUR OPERATIONS DE GESTION | 1 792 | | 22 014 |
| SUR OPERATIONS EN CAPITAL | 10 648 | | 176 040 |
| REPRISES SUR PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS | 430 660 | 560 745 | 780 266 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 443 101 | 560 745 | 978 320 |
| SUR OPERATIONS DE GESTION | 1 084 | | |
| SUR OPERATIONS EN CAPITAL | 166 840 | 10 069 | 2 045 |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS | | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 167 924 | 10 069 | 2 045 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 275 177 | 550 676 | 976 274 |
| RESULTAT AVANT IMPOTS | 2 767 059 | 2 911 072 | 5 493 761 |
| PARTICIPATION | | | |
| IMPOTS SUR LES SOCIETES | 916 544 | 958 115 | 1 798 509 |
| Contribution distribution dividende | | 50 460 | |
| RESULTAT NET | 1 850 515 | 1 902 497 | 3 695 252 |

ANNEXE

I. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes semestriels au 30 juin 2018 ont été élaborés dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Il a été tenu compte dans la présentation des états financiers, des particularités résultant de notre statut de concessionnaire du Port Autonome de Bordeaux auquel nous remettrons gratuitement, en 2032, l'ensemble des installations faisant partie du domaine concédé à BAYON et à BASSENS.

Dans ce contexte, le concessionnaire est tenu d'assurer les travaux de renouvellement et de gros entretiens des immobilisations servant à l'exploitation des sites de Bayon et Bassens.

Évolution au 30 juin 2018 du sinistre d'Ambès de janvier 2007

La procédure judiciaire est toujours en cours et comporte deux volets, un civil et un pénal.

Concernant le volet civil de l'affaire, le 23 décembre 2008, les assureurs de la société VERMILION ont assigné les sociétés ESSO SAF, SPBA et DPA à comparaître devant le Tribunal de Commerce de Nanterre. Les assureurs de la société VERMILION ont mis en demeure les sociétés ESSO SAF, DPA et SPBA de s'acquitter in solidum des préjudices.

Par ailleurs, l'expert nommé par le tribunal a rendu son rapport le 16 Janvier 2012.

Il a donné un avis sur la responsabilité des différentes parties et a fait une synthèse des préjudices retenus pour un coût global de l'ordre de 40 M€.

Le jugement a été rendu le 15 janvier 2015 par le Tribunal de Commerce de Nanterre.

Il a été fait droit à l'essentiel de notre argumentation et l'ensemble des parties ont été déboutées de leurs demandes à l'encontre de DPA, le Tribunal retenant l'application de la clause de renonciation à recours d'une part, et l'absence de faute d'autre part.

ESSO SAF et son assureur AIG à hauteur de ses garanties, sont condamnés à supporter l'intégralité des condamnations, tant sur le terrain du vice caché que sur celui de la faute délictuelle, avec un quantum qui vient homologuer le rapport d'expertise.

ESSO SAF a fait appel le 30 janvier 2015.

Le dossier a été plaidé en collégiale le 15 septembre 2016.

Le 13 décembre 2016, la Cour d'Appel de Versailles a confirmé le jugement rendu par le Tribunal de Commerce et condamne ESSO au paiement des dommages-intérêts.

Suite au jugement rendu par la Cour d'Appel de Versailles, le 15 février 2017, ESSO a déposé une demande de Pourvoi en Cassation.

Concernant le volet pénal de l'affaire, la société DPA, représentée par l'ancien Président Directeur Général M. Patrick MOATTI ainsi que le Directeur Général en responsabilité lors de l'accident M. Gilles COUDRETTE, ont été convoqués, par le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux, en première comparution dans le cadre d'un réquisitoire introductif de 2007 pour une pollution de la Garonne par fuite d'hydrocarbures.

Le juge a décidé le renvoi de DPA (personne morale) et de M. Gilles COUDRETTE (Directeur Général en 2007) devant le tribunal correctionnel.

Le procès a eu lieu le 13 Octobre 2014 et le jugement a été rendu le 1er décembre 2014.

DPA (personne morale) et M. Gilles COUDRETTE (Directeur Général en 2007) ont été relaxés. Le procureur Général n'a pas fait appel ainsi la décision est donc définitive au plan pénal.

Les parties civiles ont fait appel au civil.

Le 14 octobre 2016, la cour a statué et a déclaré irrecevables les demandes en dommages-intérêts et remboursement.

Toutefois, la SEPANSO, l'ASPAS, la LPO ainsi que la Mairie de Macau se sont pourvues en cassation et demandent des dommages-intérêts de l'ordre de 4 M€.

Le 16 janvier 2018, la Cour de Cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'Appel.

Activités dépôt de Bayon

Au 30 juin 2018, seuls les bacs de stockage de gazole sont en activité. La totalité des autres bacs et des logistiques afférentes, sont vides et nettoyés.

Au cours de l'exercice, aucun autre mouvement n'a été constaté.

Provisions pour renouvellement

Depuis l'année 2013, suite au travail réalisé sur le dépôt de Bayon durant cet exercice, la société a entamé une réflexion sur les durées de vie des biens actifs restants, afin de revoir sa politique d'amortissement et de renouvellement avec l'impact induit sur les provisions.

Au 30 juin 2018, la société a décidé de reprendre les provisions devenues sans objet sur certaines catégories de biens.

L'impact financier sur le premier semestre 2018 est un produit exceptionnel de 355 906 €.

Faits marquants

La société a été notifiée du déclenchement d'un contrôle fiscal portant sur les années 2015 et 2016. Ce contrôle a débuté au mois de février 2018 pour s'achever au mois de juin 2018. A la suite de ce contrôle fiscal, la société a reçu un courrier de fin de contrôle sans rectification en matière d'impôt sur les sociétés ni en matière de TVA.

Parallèlement, la société a reçu une notification de l'Administration, faisant état, selon elle, d'inexactitudes en matière de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE). A la suite de ce courrier, la société a contesté la position de l'Administration fiscale. En cas de confirmation par l'Administration de sa position, les incidences de ce contrôle sur la CFE ne seraient pas significatives.

Evènement subséquent (intervenu après la date de clôture des comptes semestriels)

La société a été informée par le Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) de la réception par ce dernier, d'un avis de redressement portant sur la Taxe Foncière (TF). Ce redressement porte sur les mêmes motifs que l'avis de redressement reçu et contesté par la société en matière de CFE.

La TF a été refacturée en 2016 et 2017 à la société par le GPMB.

Dans l'hypothèse où le redressement était confirmé par l'Administration, accepté par le GPMB et par la société, le risque estimé serait de l'ordre de 0,8 Million d'euros par an à compter de l'exercice 2017.

1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles regroupent l'ensemble des logiciels informatiques amortis en linéaire sur une durée de 1 à 7 ans.

2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le statut particulier des sociétés concessionnaires entraîne le découpage des immobilisations corporelles de la société en deux catégories :

- Immobilisations du domaine Privé : regroupent l'ensemble des biens qui resteront la propriété du concessionnaire à la fin du contrat de concession.
- Immobilisations du domaine Concédé : regroupent l'ensemble des biens qui seront rendus au concédant à la fin du contrat de concession sans contrepartie financière.

2.1) DOMAINE PRIVE

Les immobilisations du domaine privé sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

Les durées d'amortissement pratiquées sur ces biens sont les suivantes :

- Logiciel informatique : linéaire entre 1 à 5 ans.
- Matériel et Outillage : linéaire entre 5 et 10 ans.
- Matériel de transport : linéaire entre 5 et 10 ans.
- Mobilier, machines de bureau : linéaire entre 5 et 10 ans.

2.2) DOMAINE CONCEDE

Les immobilisations du domaine concédé sont comptabilisées à leur coût d'acquisition à l'exception de celles acquises antérieurement au 31 décembre 1976 qui figurent au bilan à leur valeur réévaluée (réévaluation légale).

Les immobilisations du domaine concédé se décomposent en deux catégories :

- Immobilisations non renouvelables :

Par nature, ce sont les immobilisations qui ne nécessiteront pas de remplacement pour maintenir leur potentiel productif durant la concession, eu égard à la durée de la concession, la durée de vie du bien dépassant la date de fin du contrat de concession.

- **Immobilisations renouvelables :**

Regroupent toutes les immobilisations du domaine concédé dont la durée de vie est inférieure au nombre d'années restant à courir jusqu'à la date de fin de concession.

2.2.1) Amortissements pratiqués :

Amortissement de caducité : il est pratiqué sur la totalité des biens concédés afin de permettre la reconstitution, en fin de concession, des capitaux propres investis dans le domaine concédé. Il est calculé linéairement sur la durée de la concession restant à courir à la date d'achat du bien.

Il s'applique de la façon suivante :

- Immobilisations non renouvelables : sur le coût d'achat.
- Immobilisations renouvelables : pour le premier bien sur son coût d'achat, pour le suivant sur la différence entre son coût d'achat et la valeur du bien qu'il remplace.

Amortissement industriel : il ne s'applique qu'aux immobilisations renouvelables.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Constructions : amortissement linéaire de 10 à 30 ans.
- Installations techniques, matériel et outillage : linéaire entre 5 et 30 ans.
- Agencement, aménagement constructions : linéaire sur 20 ans.

2.2.2) Provision pour renouvellement :

Afin d'étaler sur la durée de la concession le coût de remplacement d'un bien, la société a établi un plan de renouvellement de ses biens. Les plans de renouvellement portent sur la majeure partie des biens identifiables entièrement renouvelables.

Les provisions pour renouvellement des immobilisations sont mises à jour à chaque clôture à partir notamment des analyses techniques et des travaux effectués. Les provisions devenues sans objet sont reprises en résultat exceptionnel.

A la fin de chaque exercice, une provision est constatée sur la base de la différence entre le coût estimé de renouvellement du bien et sa valeur d'achat d'origine, jusqu'à la date de renouvellement définie dans le plan.

La dotation de l'exercice est évaluée en tenant compte d'un coefficient égal au quotient du nombre d'années d'utilisation du bien, depuis sa mise en service sur sa durée de vie totale.

Dans le cas du renouvellement d'un bien provisionné, la provision antérieurement dotée est reprise en compte de résultat, soit sur la durée de vie du nouveau bien si il est renouvelable, soit sur la durée restante de la concession si le nouveau bien est non renouvelable.

Dans le cas où la provision de renouvellement constituée serait supérieure au coût de remplacement de l'immobilisation, la quote-part de provision est reprise intégralement.

Dans le cas de sortie de l'actif d'un bien sans renouvellement, la provision antérieurement dotée est reprise en compte de résultat sur l'exercice de la sortie.

3) IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Elles sont inscrites au bilan à leur valeur historique.

Elles comprennent en particulier les prêts consentis dans le cadre de la participation à l'effort de construction. Ces prêts sont remboursables sur une durée de 20 ans.

4) ACTIF CIRCULANT

Les stocks de matières premières sont évalués à leur coût d'acquisition. Des provisions sont constituées le cas échéant pour constater une dépréciation.

Les créances de l'actif circulant sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5) AUTRES FONDS PROPRES : DROITS DU CONCEDANT

Le compte "droits du concédant" enregistre la contrepartie des opérations faites dans le cadre de la concession. Il correspond au cumul des amortissements de caducités pratiqué sur les biens du domaine concédé et de la valeur nette comptable des biens apportés par le concédant. Son montant est diminué de la valeur du capital amorti pour 748 170 €.

6) PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées pour couvrir des risques et charges, nettement précisées quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours, rendent probables.

Les provisions pour risques et charges comprennent en particulier :

- Les provisions pour renouvellement des immobilisations du domaine concédé. L'avis 2000-10 du CNC exclut les provisions pour renouvellement du champ d'applications du règlement n° 2002-06, relatif aux passifs.
- Les provisions pour grosses réparations afférentes aux programmes pluriannuels de vérification des bacs d'hydrocarbures sont comptabilisées en conformité avec le règlement 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs. Ces provisions sont estimées à partir de l'analyse des coûts encourus. Dans le cadre de ces inspections décennales, les provisions pour grosses réparations sont dotées linéairement sur 10 ans pour les bacs d'hydrocarbures et 6 années pour le pipe.
- Les primes « long service » attribuées aux personnels suivant leur ancienneté dans l'entreprise, sont comptabilisées en conformité avec la recommandation 03-R-01 du CNC sur les engagements sociaux de l'entreprise.

II. COMPLEMENT D'INFORMATIONS

VARIATIONS IMMOBILISATIONS BRUTES

| VARIATIONS IMMOBILISATIONS BRUTES | SOLDE AU 31/12/2017 | ACQUISITIONS | TRANSFERTS AJUSTEMENTS |
|---------------------------------------|------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| DOMAINE PRIVE | | | |
| Immobiliations incorporelles | 285 561 | | |
| Immobiliations corporelles | 794 858 | 8 474 | |
| Total domaine privé | 1 080 418 | 8 474 | |
| DOMAINE CONCEDE | | | |
| APPORT DU CONCEDANT | | | |
| Immobiliations incorporelles | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | 48 101 | | |
| Installations techniques spécialisées | 474 139 | | |
| Autres immobilisations corporelles | 107 410 | | |
| Sous total | 629 650 | | |
| APPORT DU CONCESSIONNAIRE | | | |
| Immobiliations incorporelles | 728 078 | 5 763 | |
| Constructions sur sol d'autrui | 4 738 639 | | |
| Installations techniques spécialisées | 56 200 055 | 502 800 | |
| Autres immobilisations corporelles | 5 289 674 | 18 061 | |
| Sous total | 66 956 447 | 526 624 | |
| Total domaine concédé | 67 586 096 | 526 624 | |
| SOUS TOTAL IMMOBILISATIONS | 68 666 515 | 535 098 | |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | 662 404 | 861 470 | -535 098 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS | 69 328 919 | 1 396 568 | -535 098 |
| | CESSIONS | COMPTE DU CONCEDANT | SOLDE AU 30/06/2018 |
| DOMAINE PRIVE | | | |
| Immobiliations incorporelles | | | 285 561 |
| Immobiliations corporelles | | | 803 331 |
| Total domaine privé | | | 1 088 892 |
| DOMAINE CONCEDE | | | |
| APPORT DU CONCEDANT | | | |
| Immobiliations incorporelles | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | 48 101 |
| Installations techniques spécialisées | | | 474 139 |
| Autres immobilisations corporelles | | | 107 410 |
| Sous total | | | 629 650 |
| APPORT DU CONCESSIONNAIRE | | | |
| Immobiliations incorporelles | | | 733 842 |
| Constructions sur sol d'autrui | 13 868 | | 4 724 771 |
| Installations techniques spécialisées | 349 837 | | 56 353 018 |
| Autres immobilisations corporelles | 70 902 | | 5 236 833 |
| Sous total | 434 607 | | 67 048 464 |
| Total domaine concédé | 434 607 | | 67 678 113 |
| SOUS TOTAL IMMOBILISATIONS | 434 607 | | 68 767 005 |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | | | 988 776 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS | 434 607 | | 69 755 782 |

VARIATIONS AMORTISSEMENTS

| VARIATIONS AMORTISSEMENTS | SOLDE AU 31/12/2017 | DOTATIONS | CESSIONS |
|---------------------------------------|------------------------|-----------|----------|
| DOMAINE PRIVE | | | |
| Immobilisations incorporelles | 278 736 | 3 696 | |
| Immobilisations corporelles | 680 942 | 21 648 | |
| Total domaine privé | 959 678 | 25 344 | |
| DOMAINE CONCEDE | | | |
| APPORT DU CONCEDANT | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | 48 101 | | |
| Installations techniques spécialisées | 474 139 | | |
| Autres immobilisations corporelles | 107 410 | | |
| Sous total | 629 650 | | |
| APPORT DU CONCESSIONNAIRE | | | |
| Immobilisations incorporelles | 558 770 | 32 105 | |
| Constructions sur sol d'autrui | 153 801 | | |
| Installations techniques spécialisées | 20 820 489 | 354 122 | 248 466 |
| Autres immobilisations corporelles | 399 624 | 6 569 | 19 301 |
| Sous total | 21 932 684 | 392 796 | 267 767 |
| Total domaine concédé | 22 562 334 | 392 796 | 267 767 |
| Total immobilisations | 23 522 012 | 418 140 | 267 767 |

| | TRANSFERTS AJUSTEMENTS | REPRISES | SOLDE AU 30/06/2018 |
|---------------------------------------|---------------------------|----------|------------------------|
| DOMAINE PRIVE | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | 282 431 |
| Immobilisations corporelles | | | 702 590 |
| Total domaine privé | | | 985 022 |
| DOMAINE CONCEDE | | | |
| APPORT DU CONCEDANT | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | 48 101 |
| Installations techniques spécialisées | | | 474 139 |
| Autres immobilisations corporelles | | | 107 410 |
| Sous total | | | 629 650 |
| APPORT DU CONCESSIONNAIRE | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | 590 875 |
| Constructions sur sol d'autrui | | | 153 801 |
| Installations techniques spécialisées | | -1 204 | 20 924 491 |
| Autres immobilisations corporelles | | | 386 893 |
| Sous total | | -1 204 | 22 056 509 |
| Total domaine concédé | | -1 204 | 22 686 158 |
| Total immobilisations | | -1 204 | 23 671 180 |

REEVALUATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

1) IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

| | VALEUR EN COUT HISTORIQUE | PROVISION SPECIALE DE REEVALUATION | VALEUR REEVALUEE |
|------------------------|------------------------------|--|---------------------|
| Valeurs Brutes | 1 702 856 | 959 843 | 2 662 699 |
| Amortissements cumulés | 1 702 856 | 959 843 | 2 662 699 |
| Valeurs Nettes | | | 0 |

2) IMMOBILISATIONS NON AMORTISSABLES

L'écart de réévaluation des immobilisations non amortissables est de 2 556 943 €.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Ce poste comprend :

Un prêt à Action Logement d'un montant de 145 365 €. Nous avons, au cours du 1^{er} semestre, versé 4 044 € de prêt au titre de 2018.

Les prêts accordés au personnel de la société en avril 2018, afin de participer à l'augmentation de capital de la société TOTAL s'élèvent à 21 557 €. Les remboursements effectués au 1^{er} semestre 2018 se sont élevés à 9 868 €. Le précédent prêt accordé au personnel d'un montant de 18 726 € afin de participer à l'augmentation de capital de la société TOTAL en 2017 a été totalement remboursé.

STOCKS MATIERES

Les stocks de matières se décomposent de la façon suivante :

| | Valeur brute | Dépréciation |
|-----------------------|--------------|-------------------|
| Emulseurs | 304 985 | 239 705 |
| Additifs et colorants | 62 118 | |
| Azote | <u>568</u> | <u> </u> |
| | 367 671 | 239 705 |

Un complément de dépréciation, pour tenir compte de la durée de vie de 5 ans de ce produit, a été comptabilisé au 1^{er} semestre 2018 à hauteur de 12 871 €.

ECHEANCES DES CREANCES AU 30 JUIN

La totalité des créances est à échéance de moins d'un an.

CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES

| | SOLDE AU 31/12/2017 | RESULTATS | | | Autres mouvements |
|------------------------------------|------------------------|------------------|----------------------|----------|----------------------|
| | | EXERCICE | AFFECTATION EXERCICE | | |
| | | | DIVIDENDES | AUTRES | |
| Capital amorti | 748 170 | | | | |
| Primes d'émission et de fusions | 15 053 | | | | |
| Ecart de réévaluation | 2 558 735 | | | | |
| Réserve légale | 74 817 | | | | -1 792 |
| Réserves réglementées | | | | | |
| Réserves extraordinaires | 223 451 | | | | |
| Réserves ordinaires | 13 096 729 | | | 761 252 | |
| Report à nouveau | | | | | |
| Résultat de l'exercice antérieur | | | | | |
| Résultat de l'exercice | 3 695 252 | 1 850 515 | -2 934 000 | -761 252 | |
| Subvention d'investissement | | | | | |
| Provision spéciale de réévaluation | | | | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 20 412 207 | 1 850 515 | -2 934 000 | | |

| | | | | | |
|-------------------------------------|-------------------|--|--|--|--|
| Droits du concédant | | | | | |
| Amortissements de caducité | 32 344 599 | | | | |
| Amortis. Transférés en capital | -748 170 | | | | |
| Apport du Concédant à titre gratuit | | | | | |
| TOTAL DROITS DU CONCEDANT | 31 596 429 | | | | |

| | PROVISIONS | | SUBVENTIONS | | SOLDE AU 30/06/2018 |
|------------------------------------|------------|---------|-------------|----------|------------------------|
| | DOTATION | REPRISE | RECUES | AMORTIS. | |
| Capital amorti | | | | | 748 170 |
| Primes d'émission et de fusions | | | | | 15 053 |
| Ecart de réévaluation | | | | | 2 556 943 |
| Réserve légale | | | | | 74 817 |
| Réserves réglementées | | | | | |
| Réserves extraordinaires | | | | | 223 451 |
| Réserves ordinaires | | | | | 13 857 981 |
| Report à nouveau | | | | | |
| Résultat de l'exercice antérieur | | | | | |
| Résultat de l'exercice | | | | | 1 850 514 |
| Subvention d'investissement | | | | | |
| Provision spéciale de réévaluation | | | | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | | | | | 19 326 929 |

| | | | | | |
|-------------------------------------|------------------|---------------|--|--|-------------------|
| Droits du concédant | | | | | |
| Amortissements de caducité | 1 044 350 | 73 550 | | | 33 315 399 |
| Amortis. Transférés en capital | | | | | -748 170 |
| Apport du Concédant à titre gratuit | | | | | |
| TOTAL DROITS DU CONCEDANT | 1 044 350 | 73 550 | | | 32 567 229 |

Le capital social est composé de 97 800 actions au nominal de 7.65 €. Il a été entièrement remboursé au cours des années 1968 à 1983. La valeur portée au passif du bilan correspond à une quote-part des droits du concédant.

TABLEAU DES PROVISIONS

| DESIGNATIONS | 2017 31-déc | DOTATION S EXERCICE | REPRISES EXERCICE | | 2018 30-juin |
|--|------------------|---------------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | | | UTILISEES | NON UTILISEES | |
| Provisions pour grosses réparations | 5 127 660 | 394 917 | 581 000 | | 4 941 577 |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations concédées | 3 980 354 | 4 130 | 24 854 | 355 907 | 3 603 724 |
| Provisions pour litiges | | | | | |
| Provisions pour prime long service | 317 976 | 18 011 | | | 335 987 |
| Provisions pour autres charges | 66 667 | | | | 66 667 |
| S / T PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 9 492 657 | 417 058 | 605 854 | 355 907 | 8 947 954 |
| Provisions pour dépréciation des stocks | 226 834 | 12 871 | | | 239 705 |
| Provisions pour dépréciation des créances | | | | | |
| CUMUL DES PROVISIONS | 9 719 491 | 429 929 | 605 854 | 355 907 | 9 187 659 |

1. Les primes « long service » octroyées aux personnels après 20, 25, 30, 35 et 40 ans d'ancienneté dans la société ont été provisionnées sur la base des plans de carrière individualisés conformément aux dispositions du règlement CRC 2004-03 du 4 mai 2004 relatif aux médailles du travail.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Taux de rotation du personnel négligeable.
- Taux de charges sociales de 48 %.
- Taux d'actualisation de 1,56 %.

2. Le coût de renouvellement des immobilisations est provisionné sur la base de plans de renouvellement individualisés.

Les reprises de provisions pour renouvellement de 24 854 €, correspondent à des provisions reprises dans le cadre de renouvellement de biens immobilisés ou devenues sans objet suite à des sorties d'actifs immobilisés.

3. Une reprise de provisions pour renouvellement exceptionnelle a été comptabilisée à hauteur de 355 907 € pour les provisions devenues sans objet.
4. Le coût des grosses réparations sur les immobilisations est provisionné sur la base des programmes pluriannuels de vérification des bacs.

TABLEAU DES ECHEANCES DES DETTES

| | MONTANT AU 30/06/2018 | DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF | | |
|--|--------------------------|-------------------------------|--------------|-----------------|
| | | A MOINS DE 1AN | DE 1 A 5 ANS | A PLUS DE 5 ANS |
| Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 1 328 597 | 1 328 597 | | |
| Dettes fiscales et Sociales | 653 428 | 653 428 | | |
| Dettes diverses | 27 237 | 27 237 | | |
| TOTAL | 2 009 262 | 2 009 262 | | |

CREANCES ET DETTES SOCIETES LIEES

| | Créances 1 an au plus | Dettes 1 an au plus |
|---------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| Créances clients | 938 120 | |
| Dettes fournisseurs | | 30 241 |

DETAIL DES CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

| | <u>Charges à payer</u> | <u>Produits à recevoir</u> |
|--------------------|------------------------|----------------------------|
| Fournisseurs | 1 114 152 | |
| Personnel | 328 879 | |
| Organismes sociaux | 163 711 | |
| Impôts et Taxes | 83 471 | 573 163 |
| TOTAL | <u>1 690 213</u> | <u>573 163</u> |

Le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018 a été évalué à 34 689 €. Conformément à la recommandation de l'ANC (Autorité des Normes Comptables - note d'information du 28 février 2013), cette valeur a été inscrite en exploitation en minoration des charges de personnel.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du Code Général des Impôts, nous vous informons que le crédit d'impôt compétitivité et emploi a contribué à l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise et a permis de réaliser des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement.

DETAIL DES COMPTES DE REGULARISATION

Charges constatées d'avance :

Ce poste correspond à la part des contrats d'assurance, d'entretien et de location payés d'avance pour un total de 349 190 €.

DETAIL DES DISPONIBILITES

Ce poste se décompose de la façon suivante :

| | |
|---------------------|------------|
| Solde de trésorerie | 1 252 620 |
| Placements | 12 500 000 |
| | ----- |
| | 13 752 620 |

DETAILS DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Ils se décomposent de la façon suivante :

| | |
|--|---------|
| • Autres produits exceptionnels | 10 648 |
| • Reprise amortissements | 74 754 |
| • Reprise provisions pour renouvellement | 355 907 |
| | ----- |
| | 441 309 |

DETAILS DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Elles se décomposent de la façon suivante :

| | |
|--|---------|
| • Valeurs nettes des immobilisations renouvelées ou cédées | 166 840 |
| | ----- |
| | 166 840 |

REPARTITION DU MONTANT DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

| | Résultat Avant Impôt | Impôt Dû | Résultat Net |
|-----------------------|----------------------|----------|--------------|
| Résultat courant | 2 457 192 | 793 043 | 1 664 149 |
| Résultat exceptionnel | 275 177 | 88 812 | 186 365 |
| Total | 2 732 369 | 881 855 | 1 850 514 |

HONORAIRES VERSEES AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

(Article 222-8 du règlement de l'AMF)

Les honoraires H.T versés au cabinet ERNST & YOUNG AUDIT, commissaires aux comptes de la société, au titre de sa mission de certification des comptes annuels, s'élèvent à :

| | |
|------------------------------------|----------|
| Exercice 2017 | 27 882 € |
| Prov 1 ^{er} semestre 2018 | 26 000 € |

ENGAGEMENT D'INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE

Ces engagements sont calculés conformément à la Convention Collective de l'Industrie du Pétrole et majorés des dispositions internes à l'entreprise. Leurs montants non comptabilisés à la clôture s'élèvent à 717 792 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes:

| | |
|----------------------------|-----------|
| ▪ Base d'évaluation | juin 2018 |
| ▪ Méthode | interne |
| ▪ Age de la retraite | 65 ans |
| ▪ Taux net d'actualisation | 1.56 % |
| ▪ Taux de charges sociales | 48 % |

ENGAGEMENT DE COTISATIONS DE MUTUELLE

La société s'est engagée à prendre en charge une quote-part de la cotisation de la mutuelle des personnels retraités et de leurs conjoints.

Au cours du 1^{er} semestre 2018, la société a pris en charge 10 387 € de cotisations au profit de 84 bénéficiaires.

A la clôture des comptes, le montant de l'engagement global non comptabilisé concernant le personnel retraité actuel ainsi que les futurs retraités s'élève à 537 606 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

| | |
|------------------------|---|
| ▪ Base d'évaluation | juin 2018 |
| ▪ Contrat | cotisation MIP base jusqu'en 2006 |
| ▪ Contrat | cotisation MIP Total à partir de janvier 2007 |
| ▪ Contrat | cotisation MIP DPA à partir de janvier 2014 |
| ▪ Age de la retraite | 65 ans |
| ▪ Durée de vie moyenne | 87 ans |
| ▪ Taux d'actualisation | 1.56 % |

EFFECTIF MOYEN EMPLOYE PENDANT LA PERIODE

| | |
|---|-----|
| ▪ Cadres | 8 |
| ▪ Agents de maîtrise et assimilés | 35 |
| | --- |
| | 43 |
| ▪ Cadre mis à disposition de l'entreprise | 1 |

DETTE FUTURE D'IMPOT

| | Base | Impôts dus à 33.33 % |
|--|---------|-------------------------|
| <u>Allègement</u> | | |
| • Provisions pour congés payés | 191 426 | 63 809 |
| • Intéressement des salariés aux bénéfices | 95 432 | 31 811 |
| • Forfait social | 19 087 | 6 362 |

ENGAGEMENT

Engagements donnés non comptabilisés

- Caution fournie par BNP PARIBAS, à hauteur de 200 000 € afin de couvrir les opérations diverses vis-à-vis des DOUANES de Bordeaux.

Engagements donnés comptabilisés

- Selon le contrat de gérance qui la lie au Port Autonome de Bordeaux, la Société est tenue de maintenir en état de fonctionnement les biens du domaine concédé, et de les remettre gratuitement au concédant à la fin du contrat, soit le 31 mai 2032.

Les provisions pour renouvellement et les amortissements de caducité traduisent en comptabilité cette obligation.

Les provisions pour renouvellement seront reprises chaque année, d'ici la fin de la concession, en fonction de l'avancée des travaux et des analyses portant sur les biens concernés.

Engagements reçus

- La société a signé des contrats de location de capacités engageant les clients sur des durées supérieures à 1 an.

Au 30 juin 2018, le montant des loyers qui seront perçus se résume de la façon suivante :

Loyers non perçus et non comptabilisés

| | |
|--------------------|-------------|
| A moins d'un an | 4 613 836 € |
| De un à cinq an | 7 001 732 € |
| A plus de cinq ans | 3 070 026 € |

14 685 594 €

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

| | 30/06/2018 | 31/12/2017 |
|---|-------------------|-------------------|
| | (6 mois) | (12 mois) |
| <u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u> | | |
| Résultat net | 1 850 516 | 3 695 252 |
| +Amortissement et provisions | 841 240 | 2 331 943 |
| - Plus-values de cessions des immobilisations | -166 840 | -2 045 |
| - Variation des charges à répartir | | |
| Marge brute d'autofinancement | 2 858 596 | 6 029 240 |
| Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité | | |
| Stocks | 40 805 | 28 791 |
| Créances clients | 236 889 | -628 701 |
| Autres créances | 198 442 | -381 259 |
| CCA | 26 434 | -322 584 |
| Dettes fournisseurs | -287 363 | 491 032 |
| Dettes fiscales et sociales | -283 181 | -152 710 |
| Autres dettes | 2 298 | 3 401 |
| PCA | | |
| Total | -65 676 | -962 029 |
| Flux net de trésorerie généré par l'activité | 2 792 919 | 5 067 211 |
| <u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u> | | |
| Acquisitions d'éléments d'actif immobilisé | | |
| - Immobilisations incorporelles et corporelles | 535 098 | 1 481 752 |
| - Immobilisations en cours | 326 372 | 84 768 |
| - Immobilisations financières | 25 601 | 27 131 |
| Total acquisitions | 887 071 | 1 593 651 |
| Cession d'immobilisations | | |
| - Immobilisations incorporelles et corporelles | | |
| - Immobilisations financières | 9 868 | 21 768 |
| Total cessions | 9 868 | 21 768 |
| Variation des dettes sur immobilisations | 22 823 | 72 507 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement | -854 380 | -1 499 376 |
| <u>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</u> | | |
| Dividendes versés aux actionnaires | -2 934 000 | -2 445 000 |
| Augmentations de capital en numéraire | | |
| Subvention | | |
| Emissions d'emprunts | | |
| Remboursements d'emprunts | | -375 000 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement | -2 934 000 | -2 820 000 |
| Disponibilités | 14 748 082 | 14 000 336 |
| Découverts bancaires | | 89 |
| Trésorerie d'ouverture | 14 748 082 | 14 000 247 |
| Disponibilités | 13 752 621 | 14 748 082 |
| Découverts bancaires | | |
| Trésorerie de clôture | 13 752 621 | 14 748 082 |
| Variation de trésorerie | -995 461 | 747 834 |